

Quand la Suisse joue à qui perd gagne

OPINION

La fin des négociations entre la Suisse et l'UE est arrivée, le Père Noël pourrait s'arrêter en Suisse cette semaine et l'annoncer. La présidente de la Commission européenne, si elle fait le déplacement, ne déversera pas pour autant une hotte de cadeaux.

Quel vainqueur pour la bataille? Une évidence s'impose: on ne gagne jamais une négociation en l'abandonnant. La rupture de mai 2021 ne doit plus se reproduire. Pour savoir qui a raflé la mise ou seulement glané quelques avantages, il faudra être patient et attendre le toilettage des textes ce printemps. Un communiqué du Conseil fédéral pourrait cependant préciser rapidement les points principaux du paquet.

Il n'y aura pas de paraphe des accords cette semaine. En droit international, un paraphe stabilise les textes par l'apposition des initiales des négociateurs et confirme qu'un accord a été accepté de part et d'autre. Seule la signature du Conseil fédéral engagera la Suisse.

Rappelons aussi qu'une négociation de cette dimension, technique et farouchement politique, ne peut pas déboucher sur un équilibre parfait. Entamer une controverse politique à partir de communiqués ou de rapports partiels ne ferait qu'ajouter du bruit de fond. Seul un examen minutieux des textes à la lumière du mandat du Conseil fédéral permettra de jauger précisément l'ensemble du paquet.

Première observation: en acceptant de donner une base institutionnelle aux principaux accords, la Suisse satisfait la demande première de la Commission, répétée année après année dans les conclusions du Conseil des ministres de l'UE.

Autre observation dont on ne parle pas: les bases institutionnelles acceptées dans l'accord-cadre de 2020 font bien leur retour dans le nouveau paquet d'accords. Ce que voulait l'UE depuis dix ans est donc maintenant entériné. Mais cette



JEAN RUSSOTTO
AVOCAT, BRUXELLES

Une négociation de cette dimension, technique et farouchement politique, ne peut pas déboucher sur un équilibre parfait

défaite est contrôlée pour la Suisse, et lui permet de faire valoir et imposer intelligemment ses propres exigences dans d'autres domaines.

Exemples: elle a finalement convaincu l'UE d'accepter un système de règlement des litiges, avec un tribunal arbitral où siègera un juge suisse – une soupe de sécurité. Elle participera plus aux mécanismes de prise de décision, le *decision-shaping*, sur le modèle de Schengen. Elle va pouvoir mettre en place un frein unilatéral permettant de mieux contrôler une éventuelle immigration excessive – pour obtenir ce frein, faible et compliqué et qui sera critiqué, la Suisse a dû accepter d'égaleriser les frais d'études des étudiants européens dans ses universités et HES.

Notons également que la Suisse a obtenu la garantie de son retour complet dans les

programmes Horizon. Autre succès: elle va retrouver le système de reconnaissance mutuelle des normes techniques, outil indispensable pour le secteur des machines, de la pharma et des appareils médicaux. L'institution d'un système quasi-autonome pour la gestion et le contrôle des aides d'Etat – devenu indispensable pour l'économie – doit aussi être saluée. Enfin, la Suisse va pouvoir partiellement participer au marché de l'électricité, en profitant de la garantie d'approvisionnement en cas de crise.

Reste encore à se mettre d'accord sur une contribution financière suisse plus élevée et pérenne à l'effort de cohésion de l'UE. C'est là le prix justifié pour l'entrée, partielle, de la Suisse dans le marché intérieur. Les quelque mille pages du message du Conseil fédéral lèveront le voile, plus tard, sur d'éventuelles autres concessions faites à la Suisse.

Le paquet, dans sa totalité ou par sections, s'il est accepté par le parlement, après les consultations habituelles, devrait être soumis par le peuple et éventuellement les cantons peut-être fin 2026. On y découvrira certainement une série d'avantages, d'exceptions, dérogations et mesures transitaires qui nous font dire que la Suisse va sortir gagnante. Cela signifie-t-il que l'UE termine cette négociation en position de perdante?

Ce serait une conclusion hâtive. Arrimer la Suisse, un partenaire important, fort et respecté, dans un système où la gestion de ses relations avec UE est désormais clarifiée, simplifiée et modernisée, tout en laissant la Suisse, un pays qui veut rester tiers, souveraine, est lourd de sens pour l'UE. La concorde en Europe n'a pas de prix.

Le plus dur restera à faire, en Suisse, dès l'an prochain. Le paquet de transposition en droit suisse reste copieux. Que la joie néanmoins demeure. Bonnes Fêtes! ■

La guerre et l'économie en Russie et en Ukraine

CHRONIQUE



CHARLES WYPLOSZ
ÉCONOMISTE, CHRONIQUEUR

L'intendance, on le sait, est cruciale pour la conduite de la guerre, et cela vaut bien sûr pour le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Comme en matière militaire, la situation est profondément asymétrique. Le gouvernement russe dispose de très amples ressources et il les consacre amplement à la guerre, alors que l'Ukraine tire la langue. Mais cette image doit être nuancée, sachant qu'en temps de guerre, les informations disponibles sont sujettes à caution. L'économie russe est en plein boom. La croissance a été de presque 4% en 2024, ce qui n'est pas surprenant pour une économie de guerre, lorsque les dépenses militaires explosent. La production d'équipements militaires, qui couvre un vaste champ d'activité, et les salaires de plus en plus généreux versés aux soldats (et à leurs familles en cas de décès) rendent la politique budgétaire très puissamment expansionniste. Le chômage a pratiquement disparu face à une très forte demande de main-d'œuvre alors que l'offre semble en baisse, en raison des pertes au combat et des fuites à l'étranger – les chiffres sont mal connus. On pourrait s'attendre à un énorme déficit budgétaire, mais il est officiellement faible. Les explications incluent une hausse des revenus du pétrole – une mesure de l'inefficacité des sanctions – et des rentrées d'impôts rendues abondantes par la croissance et une pression fiscale accrue.

Il est aussi possible que ces chiffres soient fantaisistes. Ainsi, il se dit que le fonds souverain accumulé avant la guerre se vide rapidement, ce qui pourrait suggérer qu'il y a un gros déficit. Par ailleurs, la solide croissance concerne exclusivement les secteurs liés à l'effort de guerre. La consommation privée stagne, un signe inquiétant pour la popularité de Poutine, d'autant plus que l'inflation grimpe. Officiellement, elle approche les 10%, mais des estimations privées la situent plutôt aux alentours de 20%. La banque centrale a réagi et fait monter son taux d'intérêt à 21%, ce qui devrait mettre sous pression l'immobilier et les investissements privés en dehors des industries militaires.

Au contraire, en Ukraine, le PIB a chuté de 30% en 2022, le résultat de destructions massives et du départ à l'étranger d'un quart de la population. Depuis, la croissance est redevenue positive, à 3% en 2024, dopée par les dépenses de guerre mais freinée par la destruction continue des infrastructures, surtout celles liées à la production et à la transmission d'énergie. De plus, une part importante des équipements militaires est importée, ce qui réduit considérablement l'effet expansionniste habituel des dépenses de guerre. En conséquence le taux de chômage est proche de 20% et le secteur privé souffre. Le plus angoissant est le déficit budgétaire, de l'ordre de 20% du PIB en 2024. Jusqu'à présent, il a été très largement financé par l'aide internationale. Ces aides, cependant, sont des prêts, rarement des dons, si bien que la dette publique approche 100% du PIB et continue à grimper. De plus, nul ne sait si les Etats-Unis, qui sont avec l'Europe les principaux donateurs, vont continuer à soutenir l'Ukraine sous la présidence de Trump.

Après la guerre, c'est la Russie qui sera dans la plus mauvaise situation. Il lui faudra réorienter la production du secteur militaire vers des activités civiles, ce qui deviendra inévitable quand le budget militaire sera réduit. La transition sera difficile, avec des marges de manœuvre budgétaires limitées alors qu'il faudra permettre à la consommation de repartir et, peut-être, subventionner les entreprises en reconversion. La solution souvent adoptée après une guerre est d'utiliser la planche à billets, ce qui provoque une pression inflationniste. Déjà, la transition s'était mal passée lors de la fin de l'URSS, empêtrée dans des luttes politiques et un niveau élevé de corruption. Rien n'indique que la situation s'est améliorée.

La tâche de l'Ukraine sera plus simple. La baisse des dépenses militaires touchera surtout les importations, si bien que le déficit budgétaire pourra donc être réduit sans provoquer une reconversion massive. Le retour d'une partie importante de la population émigrée permettra de faire repartir l'économie civile. Le grand défi sera la reconstruction, toujours un moment optimiste d'opportunités, mais qui coûtera très cher. Avec une dette très élevée, l'Ukraine aura un besoin impérieux d'aide étrangère, comme l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Il sera alors question de réduire la dette, d'assurer un flot de financements publics et privés, et d'obtenir de la Russie des réparations en échange d'un allègement des sanctions. ■

Pourquoi la privatisation de Beyond Gravity est la bonne décision

OPINION



ANDRÉ WALL
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BEYOND GRAVITY

Le débat sur la privatisation ne devrait pas être marqué par des craintes et des incertitudes, mais par une vision claire de l'avenir

de francs sont nécessaires. La Confédération ne dispose pas des moyens financiers pour les investissements nécessaires et ne voudra pas non plus assumer les risques qui en découlent. La privatisation de Beyond Gravity est donc la bonne étape pour garantir le succès de l'entreprise ainsi que le maintien des emplois à long terme.

Les critiques à l'encontre de la privatisation visent notamment les éventuelles pertes de contrôle et le fait que la Suisse ne devrait pas laisser échapper une entreprise «importante pour la sécurité» de ses mains. On peut répondre à cet argument par le fait que des conditions-cadres réglementaires claires peuvent être créées afin de garantir des compétences et des technologies d'importance stratégique. Les partenariats avec les pouvoirs publics peuvent également être conçus de manière à préserver à la fois les intérêts des pouvoirs

publics et les libertés des entreprises. Il est important de mentionner que Beyond Gravity ne fabrique pas de systèmes militaires, mais s'oriente vers le secteur spatial civil. En tant que fournisseur de composants intégrés dans les systèmes d'autres entreprises, elle ne peut en outre pas construire ses propres satellites. C'est pourquoi le DDPS n'est pas non plus intéressé par le maintien de Beyond Gravity entre les mains de l'Etat et considère l'entreprise comme «non liée à la sécurité».

En outre, un regard vers le marché mondial montre que les structures privées ne conduisent pas nécessairement à une perte de contrôle ou de qualité. Au contraire, des entreprises comme SpaceX ont prouvé que des progrès significatifs peuvent être réalisés grâce à des investissements privés, qui favorisent à la fois les intérêts gouvernementaux et économiques.

Beyond Gravity est dans une position unique pour profiter d'une privatisation. En tant qu'entreprise suisse axée sur la qualité et l'innovation, elle pourrait jouer un rôle de pionnier dans le secteur spatial européen.

Le débat sur la privatisation ne devrait pas être marqué par des craintes et des incertitudes, mais par une vision claire de l'avenir. Une privatisation réussie pourrait donner à Beyond Gravity les moyens et la liberté de jouer un rôle décisif dans la prochaine phase de l'exploration spatiale.

La privatisation de Beyond Gravity est donc une étape stratégique nécessaire pour garantir la compétitivité de l'entreprise et son importance en tant qu'acteur mondial dans le domaine spatial. Avec des conditions claires et une intégration étroite dans la stratégie spatiale suisse, il est possible de préserver à la fois les intérêts nationaux et l'avenir de l'entreprise. Beyond Gravity a le potentiel de jouer un rôle central dans l'espace tout en renforçant la Suisse en tant que hub technologique et d'innovation. ■